

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général De Gaulle
BP 71354
68070 Mulhouse Cedex

Mulhouse, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES DU RHIN

RUE HENRY DE CROUSAZ
68110 Illzach

Références : 0006700472_2025_07_01_PapeterieRhin_ViSEch
Code AIOT : 0006700472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement PAPETERIES DU RHIN implanté Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 21/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier la mise en conformité des installations aux arrêtés de mise en demeure du 1er septembre 2023 et du 15 mai 2024.

Référentiel réglementaire :

- arrêté du 1er septembre 2023 portant mise en demeure aux Papeteries du Rhin de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Illzach ;
- arrêté du 15 mai 2024 portant mise en demeure à la société Papeteries du Rhin de respecter

- certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Illzach ;
- arrêté du 26 avril 2019 portant autorisation à poursuivre l'exploitation des installations de fabrication de papier pour carton ondulé à la société Papeterie du Rhin à Illzach en référence au titre 1er du Livre V du Code de l'environnement ;
- arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU RHIN
- Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006700472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les papeteries du Rhin fabriquent des cartons pour tube à partir de fibres recyclées

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mur coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
2	Justificatifs des caractéristiques coupe-feu	AP de Mise en Demeure du 01/09/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Consigne relative à la vanne d'isolement	AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 01/09/2023, article 3	Levée de mise en demeure
4	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant s'est conformé à l'article 3 de la mise en demeure du 1er

septembre 2023 et à la mise en demeure du 15 mai 2024. Des justifications complémentaires sont nécessaires pour l'article 2 de la mise en demeure du 1er septembre 2023.

Par ailleurs, en l'état, la robustesse des modalités de confinement des eaux d'extinction n'est pas garantie. Des précisions sont attendues sur ce point.

Enfin, il a été constaté que l'installation ne correspond pas, pour partie, aux éléments de l'étude de dangers (certains murs coupe-feu n'ont pas les caractéristiques prévues) ou aux prescriptions (ex : toiture du bâtiment de stockage de produits finis). Dans ce contexte, compte tenu de l'antériorité constructive de la situation, il n'est pas proposé de suites administratives. Il appartient à l'exploitant d'actualiser son étude de dangers et de justifier de l'acceptabilité des dispositions existantes et de présenter un porter à connaissance au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mur coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mur coupe-feu
Prescription contrôlée : Article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 [...] c) Stockage de produits finis (zone 3) Le bâtiment de l'installation doit présenter les caractéristiques de construction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• mur séparatif REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) autour du bâtiment de la zone 2,• portes et fermetures résistantes au feu et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures),• toiture et couverture de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1). Les stockages sont organisés de la façon suivante : Cellule STB : la hauteur maximale de stockage bobines et cartons est limitée à 5 mètres. Une allée de 4 mètres de largeur est aménagée entre les îlots formant les stockages bobines et cartons, dont les dimensions maximums des îlots sont fixées à : <ul style="list-style-type: none">• Un îlot de 28m par 13m ;• Un îlot de 15m par 6,5m ;• Un îlot de 9m par 6,5m ; [...] Toute modification de l'environnement proche de ce bâtiment constitue une modification

notable nécessitant une information du préfet.

Article L. 181-25

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents

Arrêté du 04 octobre 2010, article 51

Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers

La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers

Étude de dangers du 06 décembre 2013

- cf plans p285 et 290 (2.3 Scénario 10 : incendie du stockage intérieur de produits finis) ;
- tableau p288 :

[...]	STB – cellule 1	STB – cellule 2	STB – cellule 3
Parois	Sud, est et ouest: parois coupe feu 2h Nord: aucune tenue au feu (paroi fictive)	Nord et ouest: parois coupe feu 2h Sud et est: aucune tenue au feu (parois fictives)	Nord: paroi coupefeu 2h Sud, est et ouest: aucune tenue au feu (parois fictives)
[...]	[...]	[...]	[...]

Constats :

Concernant le mur situé entre le stock B du bâtiment de stockage de produits finis et la société Clairefontaine (CFR)

Dans le cadre du contrôle du 04 avril 2023, il a été demandé à l'exploitant de justifier la caractéristique de résistance au feu du mur mitoyen situé entre l'installation et le site voisin (CFR) au niveau du stock B du bâtiment de stockage de produits finis.

L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier le caractère REI120 du mur et des investigations réalisées ultérieurement ont montré le non-respect de la prescription.

Par lettre du 24 octobre 2024, l'exploitant a communiqué un porter à connaissance portant sur la modification de la prescription comportant une actualisation de l'étude de dangers pour la partie concernée.

Dans ce cadre, l'exploitant précise que les éléments présentés portent uniquement sur le mur mitoyen afin de répondre à l'exigence de notice imposée à l'article 51 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Le porter à connaissance présente une actualisation des éléments de l'étude de dangers qui concernent le scénario de l'incendie du stock B du bâtiment de stockage de produits finis.

Il comprend notamment une modélisation des effets thermiques qui conclut que les flux 3 kW/m² et 5 kW/m² sortent des limites du site au niveau du mur mitoyen en considérant un mur coupe-feu REI30 sur respectivement 4 m et 3 m. Les flux 8 kW/m² ne sont pas atteints.

La durée de l'incendie est évaluée à 242 minutes dans la cellule B.

L'exploitant a également réalisé une modélisation en considérant des murs coupe-feu REI120. Elle conclut à des effets similaires à l'ouest du mur (côté entreprise voisine).

L'Inspection observe que les évolutions de Flumilog et notamment la mise à disposition d'un produit de type carton compacté limitent significativement les effets thermiques. Le choix de ce produit est cohérent avec les matériaux entreposés dans le bâtiment.

Au cours du contrôle, l'Inspection n'a pas réalisé de mesures dans le stock B pour vérifier les dimensions prises en compte dans la modélisation Flumilog. Toutefois, sur la base d'un contrôle visuel, les hypothèses prises en compte apparaissent cohérentes par rapport aux zones de stockages. Ces hypothèses sont également cohérentes par rapport aux dimensions prescrites à l'article 7.2.1 (le grand îlot est légèrement plus long dans le porter à connaissance : 30 m).

Les éléments présentés dans le porter à connaissance appellent les remarques suivantes :

- concernant les effets dominos :

- seul l'incendie généralisé des stocks C et B est pris en compte. Or, il n'existe pas de mur séparatif présentant une résistance au feu entre les stocks C et D. Un incendie généralisé ne se limiterait ainsi pas aux seules cellules C et B. De plus, les conséquences de l'incendie ne sont pas étudiées (absence de modélisation) ;

- la situation des locaux situés au nord du stock B n'est pas précisée et n'est pas prise en compte.

- concernant les agressions externes, aucun élément n'est présenté par rapport à la situation de l'entreprise voisine. Compte tenu de la proximité de la société CFR, le risque associé ne peut pas être exclu sans justification (la situation de l'entreprise CFR et les risques associés ne sont pas précisés) ;

- concernant l'évaluation du niveau de gravité associé au scénario de l'incendie du stock B, l'exploitant s'appuie sur le point B.2 de la fiche 1 de la circulaire du 10 mai 2010 pour ne pas prendre en compte les personnes exposées dans l'entreprise mitoyenne. Dans ce cadre, le porter à connaissance précise qu'un plan d'urgence et des exercices seront réalisés conjointement. A cet égard, la circulaire précise que « les personnes travaillant dans l'entreprise Y peuvent ne pas être

comptées comme exposées [...] si et seulement si les conditions suivantes sont remplies :

1. l'exploitant X et l'entreprise Y disposent d'un POI ou l'entreprise Y est incluse dans le POI élaboré par l'exploitant X ;
2. les deux POI (lorsque Y n'est pas incluse dans le POI de X) sont rendus cohérents [...] ;
3. un exercice commun de POI est organisé régulièrement ».

L'Inspection observe toutefois que le porter à connaissance ne présente ni l'organisation retenue, ni les modalités d'alerte de l'entreprise voisine, ni les méthodes d'intervention identifiées vis-à-vis de l'entreprise voisine, ni les moyens nécessaires. En outre, l'accord de l'entreprise voisine sur ce principe n'est pas présenté.

Le cas échéant, la réalisation d'un plan d'opération interne sera prescrite (cf R. 181-54).

Sur le principe, l'Inspection n'a pas d'objection à la modification de la prescription. Toutefois, des compléments sont nécessaires.

Constat général sur l'étude de dangers et les prescriptions applicables

L'étude de dangers du 06 décembre 2013 a considéré des murs coupe-feu 2 heures sur tout le pourtour du bâtiment de stockage de produits finis.

D'après l'exploitant, à l'exception des murs situés entre les zones 2 et 3 qui seraient coupe feu 2h, les murs sont tous de la même nature que le mur mitoyen. Il a également précisé que ce bâtiment n'a pas connu de modification structurelle depuis plus de vingt ans.

Dans ces conditions, les hypothèses de l'étude de dangers ne sont pas représentatives de l'état de l'installation, ce qui est susceptible de remettre en cause ses conclusions.

L'Inspection observe néanmoins que les zones extérieures situées au sud et à l'est du bâtiment de stockage de produits finis sont essentiellement occupées par des espaces vert, un bâtiment VNF (sans occupation permanente d'après l'exploitant) et le canal.

Par ailleurs, il est prescrit une toiture de classe BROOF (t3) pour le bâtiment de stockage de produits finis. D'après l'exploitant, la structure du toit ne répond pas à ces caractéristiques compte tenu de l'ancienneté du bâtiment et en tout état de cause, il n'est pas en mesure de le justifier.

Il est à noter que l'arrêté du 04 avril 2003 (aujourd'hui abrogé) prescrivait une couverture M0 pour le bâtiment de stockage de produits finis.

Considérant le contexte d'antériorité de l'installation, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de justifier de l'antériorité de la situation constructive de son installation et de l'absence d'évolution notable (dans les activités réalisées ou dans la structure des bâtiments).

Au vu du contexte global, notamment de l'étude de dangers qui présente de nombreuses incohérences avec la situation réelle et de l'installation qui ne répond pas aux prescriptions applicables, il appartient à l'exploitant de faire actualiser son étude de dangers au regard des caractéristiques réelles de son installation et de présenter un porter à connaissance au préfet.

Concernant le porter à connaissance communiqué le 24 octobre 2024, il appartient à l'exploitant de prendre en compte les observations précisées ci-dessus. Les éléments seront à intégrer dans la mise à jour de l'étude de dangers demandée au paragraphe précédent.

Concernant la situation de l'entreprise voisine, il appartient à l'exploitant d'établir un plan d'opération interne dans un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Justificatifs des caractéristiques coupe-feu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/09/2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Mur coupe-feu

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'arrêté du 1er septembre 2023

Résistance au feu du mur mitoyen

Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1. de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 : « l'exploitant tient à jour les documents suivants : [...]

- d'une façon générale, les documents (rapports de contrôle, consignes, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation. »

Article 18 de l'arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages

La performance de résistance au feu d'un produit, d'un élément de construction ou d'ouvrage, pour sa mise en œuvre dans une construction, est attestée :

- par les informations accompagnant le marquage CE selon l'article 11, ou
- par une certification au sens de l'article L. 115-27 du code de la consommation, après avis favorable du CECMI sur le référentiel de certification, ou
- par un procès-verbal en cours de validité selon l'article 11, au moment du dépôt du permis de construire ou de l'autorisation de travaux, ou
- par une note de calcul élaborée selon l'article 12, ou
- par le fabricant ou constructeur d'un procédé tel que visé à l'article 12, ou
- par un avis de chantier délivré dans les conditions indiquées à l'article 14, ou
- par un avis sur étude délivré dans les conditions indiquées à l'article 15.

Par ailleurs, un avis technique (ATec) ou un document technique d'application (DTA) peut être délivré dans les conditions de l'arrêté du 2 décembre 1969 susvisé, formulé sur la base d'une appréciation d'un laboratoire agréé sur son comportement au feu

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 avril 2023, il a été constaté que l'exploitant ne disposait d'aucun justificatif des caractéristiques coupe-feu du mur du bâtiment de stockage B mitoyen avec les installations de Clairefontaine (CFR).

Par lettre du 04 décembre 2023, l'exploitant a indiqué que, compte tenu des résultats des investigations réalisées, le mur ne présente pas de caractéristiques coupe-feu 2h.

Par courriel du 24 octobre 2024, l'exploitant a communiqué un porter à connaissance pour faire évoluer la prescription considérant que compte tenu de contraintes économiques et techniques, il n'arriverait pas à se mettre en conformité. Dans le porter à connaissance, le mur est considéré REI 30 minutes.

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté un rapport d'expertise établi par Efectis qui conclut que le mur est estimé satisfaire une performance :

- REI30 en partie courante,
- REI120 au droit des anciennes portes coulissantes.

Le rapport d'expertise ne fait pas référence à un agrément et ne précise pas si l'avis a été rendu dans le cadre de cet agrément

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de justifier que le rapport a été établi dans le cadre des possibilités offertes par l'article 18 de l'arrêté du 22 mars 2004.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/09/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.2.2. de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 :[...] *La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 1% de la surface au sol du local. [...]*

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 avril 2023, il a été constaté que la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires était inférieure à 1% de la surface au sol du local dans le local stock B du bâtiment de stockage de produits finis.

Par lettre du 25 octobre 2023, l'exploitant a communiqué un document justifiant de la réalisation

de travaux relatifs à l'ajout de 4 dispositifs de désenfumage dans le local concerné.
Le document présente un calcul justifiant du respect de la surface prescrite.

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle relatif au contrôle de bon fonctionnement des dispositifs réalisé les 29 et 30 avril 2025. Il conclut au bon fonctionnement des dispositifs.

L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé :

"[...] L'exploitant tient à jour les documents suivants :[...] le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation [...]"

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 12 mars 2024, il a été constaté que le plan des réseaux n'était pas à jour et qu'il ne comportait pas l'ensemble des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie et des dispositifs de déclenchement et d'obturation.

L'exploitant a communiqué un plan des réseaux mis à jour le 15 janvier 2025 par lettre du 11 avril 2025.

Il apparaît que le plan précise l'emplacement du bassin de confinement de 1500 m3 et de la vanne d'obturation. L'emplacement de la pompe P40, intervenant dans le confinement des eaux d'extinction, est également représenté.

Le plan comporte également les réseaux d'eaux pluviales susceptibles d'être concernés en cas de confinement des eaux d'extinction.

L'Inspection observe toutefois que le plan comporte trop d'informations, ce qui ne contribuerait pas à une utilisation aisée en situation incidentelle (ex : caractéristiques des regards, ...).

La seconde zone de rétention, constituée par la cour, n'est pas identifiée sur le plan.

Toutefois, l'exploitant a également établi un plan de localisation des moyens d'intervention précisant l'emplacement des dispositifs intervenant dans le confinement des eaux d'extinction (vannes, armoires électriques, zones de rétention, ...) où elle est identifiée.

L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.
Il est toutefois rappelé que le plan des réseaux a fait l'objet de nombreuses observations dans le cadre du contrôle réalisé le 1er juillet 2025 sur le sujet des rejets aqueux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il pourrait être opportun d'établir un plan des réseaux lisible et utilisable de manière aisée en cas d'incident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Consigne relative à la vanne d'isolement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne relative à la vanne d'isolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.3.2 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 28 août 2019 susvisé :</i></p> <p><i>"Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. [...]. leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. [...]"</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 12 mars 2024, il a été constaté que l'exploitant ne disposait pas d'une procédure d'isolement des réseaux en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant a communiqué une fiche réflexe par lettre du 11 avril 2025.</p> <p>Elle précise les dispositions à mettre en œuvre en cas d'incendie en distinguant plusieurs situations (cour des cartons recyclés + trituration, machine à papier, tous incendie).</p> <p>La situation à mettre en œuvre pour tous les incendies est indiquée dans un cadre distinct, situé sur une page différente de la procédure. L'Inspection observe que cette présentation comporte un risque d'oubli de ces dispositions générales (ce qui a été le cas dans un premier temps lors de l'exercice réalisé, cf ci-dessous).</p> <p>Le personnel concerné (cadres d'astreinte, contremaîtres et électromécaniciens) a été formé aux démarches à mettre en œuvre.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que les démarches à mettre en œuvre étaient globalement connues par l'électromécanicien présent.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>

Concernant la procédure, l'Inspection observe qu'en cas d'incendie du bâtiment machine à papier, le relevage des eaux vers le bassin de confinement nécessite l'utilisation de la pompe P40. Or, il a été indiqué que la pompe est alimentée par le même réseau électrique que le bâtiment concerné. Ainsi, dans l'éventualité où l'intervention des secours nécessiterait la coupure de l'alimentation électrique (ce qui ne peut pas être exclu), les eaux d'extinction ne pourraient pas être pompées vers le bassin de confinement.

Dans ces conditions, l'Inspection émet des doutes sur la robustesse des modalités de confinement des eaux d'extinction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant le scénario de l'incendie du bâtiment machine à papier, il appartient à l'exploitant de vérifier l'applicabilité de sa procédure auprès des services de secours. Le cas échéant, il convient qu'il précise des actions correctives visant à assurer l'efficacité des moyens de confinement des eaux d'extinction.

De plus, dans la procédure relative au confinement des eaux, il pourrait être opportun de faire un renvoi vers les démarches prévues pour tous les incendies dans les encadrés spécifiques pour que cette étape ne soit pas oubliée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois